



La Suisse reste stoïque

PAR OLIVIER PETITJEAN

AWP

DROITS DE DOUANE

Les Etats-Unis ont imposé à la Suisse et à une soixantaine de pays de nouveaux droits de douane, allant de 10% à 12,5%. Pour les biens suisses, ce sera 12,5%. Réactions.

L'Union européenne se dit satisfaite, tandis que les milieux économiques et politiques suisses oscillent entre circonspection, soulagement, craintes et vives critiques: les réactions contrastées, hier, aux nouveaux droits de douane américains sont à la mesure des enjeux. Explications.

DE QUOI S'AGIT-IL?

Les Etats-Unis ont imposé à la Suisse et à une soixantaine de pays de nouveaux droits de douane, allant de 10% à 12,5%. Pour les biens suisses, une surtaxe de 12,5% est prévue à partir de vendredi prochain. Des exceptions sont prévues et devraient être détaillées prochainement.

Ces nouvelles taxes prennent le relais des droits de douane de 10% imposés en février dernier et qui arrivent à échéance à la même heure. La Chine, Taïwan, le Japon ou la Corée sont également frappés d'une surtaxe de 12,5%. Les pays de l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni sont soumis à un taux de 10%.

QUEL EST LE CONTEXTE ET QUELLES SONT LES JUSTIFICATIONS?

Les nouvelles mesures sont le résultat d'une enquête étasunienne lancée à la mi-mars pour déterminer si les partenaires commerciaux des Etats-Unis avaient totalement éliminé de leur chaîne d'approvisionnement les produits issus du travail forcé. Washington reproche à la Suisse de ne pas en faire assez pour combattre ce fléau.

L'annonce d'hier survient après l'expiration du délai de 150 jours fixé à Donald Trump pour ses droits de douane temporaires mis en place en février, dans la foulée de la déci-

sion de la Cour suprême d'annuler la majorité des surtaxes précédentes décrétées depuis son retour à la Maison-Blanche.

Hors grands ensembles comme l'UE, les Etats-Unis sont le premier marché pour les exportations suisses de marchandises avec une part d'environ un cinquième, devant l'Allemagne (15%). La Suisse a affiché l'an dernier un excédent commercial record avec les Etats-Unis.

QUELLES SONT LES RÉACTIONS OFFICIELLES EN SUISSE?

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a pris acte de la décision étasunienne. Les Etats-Unis «continuent de respecter la déclaration d'intention commune» (avec la Suisse), écrit-il. Le DEFR précise cependant que le Conseil fédéral «rejette fermement les allégations de travail forcé». La Suisse privilégie une autre approche que les Etats-Unis, plus globale, contre le travail forcé, avait déjà indiqué Guy Parmelin. Le président de la Confédération et son équipe sont en contact depuis des mois avec l'administration Trump.

ET CELLE DES MILIEUX ÉCONOMIQUES?

Plusieurs organisations faitières des exportateurs suisses, comme Swissmem et Swiss



Medtech, ont critiqué le taux attribué à la Suisse, supérieur aux 10% des 27 pays de l'UE. La différence de 2,5 points de pourcentage crée une distorsion de concurrence qui désavantage l'économie suisse, estiment-elles.

Aux yeux d'Economiesuisse, les nouveaux droits de douane renchérissent les exportations suisses sans lever les incertitudes. L'annonce est en ligne avec les scénarios auxquels on pouvait s'attendre, a remarqué Yves Bugmann, président de la Fédération de l'industrie horlogère suisse (FH). Avec 12,5% sur les montres, le taux est le plus bas depuis avril 2025. Le taux avait ensuite été relevé, atteignant un plus haut à 39% en août 2025, avant de redescendre à 15%.

L'industrie pharmaceutique, chimique et des sciences de la vie a exprimé des regrets: «Les droits de douane font surtout des perdants. Ils renchérissent les produits, pèsent sur les chaînes d'approvisionnement et affectent au bout du compte les entreprises, les consommateurs et les patients», a ainsi déclaré Stephan Mumenthaler, directeur de Scienceindustries. La faïtière estime qu'il faut «dès maintenant ouvrir la voie à un accord économique bilatéral». Elle précise que les médicaments ainsi que de nombreuses matières premières et des produits intermédiaires nécessaires à leur fabrication sont pour l'instant exclus des surtaxes.

La Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis est plus optimiste: les nouvelles surtaxes représentent «plus de soulagement» que d'inquiétude pour

les entreprises suisses, a déclaré son directeur Rahul Sahgal. La déclaration d'intention conclue avec Washington avait permis à la Suisse de figurer «parmi les cinq pays les mieux traités» parmi la soixantaine concernée par les nouvelles mesures.

Economiste en chef à la Banque cantonale de Genève, Valérie Lemaigre estime qu'il n'est «pas si sûr» finalement que la Suisse soit plus taxée que les Européens. «Il semblerait que ce soit beaucoup plus une bataille juridique qu'autre chose», dit-elle.

QU'EN PENSENT LES MILIEUX POLITIQUES?

Ils sont très remontés. «Il s'agit encore d'une mauvaise nouvelle pour les PME et la sécurité de l'emploi de toute la population», s'inquiète le PLR. Ce dernier réclame plus d'ouverture et la levée du blocage concernant l'accord de libre-échange avec le Mercosur. L'UDC exprime son incompréhension et s'inquiète pour la prospérité de la Suisse, réclamant des déréglementations et rappelant son opposition à tout rapprochement avec l'UE. Le PS pense au contraire, dans ce contexte protectionniste, qu'il est temps pour la Suisse de se rapprocher de l'UE «pour faire bloc» et dénonce la politique de «complaisance» de Berne face aux Etats-Unis. Les Vert'libéraux critiquent eux aussi le caractère imprévisible de la politique étasunienne.

Les Vert-e-s réclament la «transparence totale» de la part du Conseil fédéral sur les discussions avec l'administration étasunienne, et qu'il soit possible

de se prononcer par référendum sur le sujet.

Le Centre s'inquiète des différences de traitement entre la Suisse et l'UE. Les nouvelles surtaxes «désavantagent les entreprises suisses par rapport à leurs concurrentes européennes et mettent en péril des emplois, des investissements et la planification de l'économie d'exportation helvétique», dénonce le parti. Il veut que le Conseil fédéral poursuive «avec détermination les discussions avec les Etats-Unis, d'égal à égal».

QU'EN PENSENT L'UE ET LA CHINE?

La Commission européenne a réagi avec calme. Elle estime que les nouveaux droits de douane ne détériorent pas la situation des Etats membres de l'UE et les juge conformes aux engagements convenus. Elle salue le rétablissement des exemptions sur certaines exportations européennes comme le liège et les diamants. Elles s'ajouteront aux exemptions déjà en vigueur pour les avions et les pièces d'avion, ainsi que pour les médicaments génériques et les principes actifs. La Chine a manifesté son opposition. «Une guerre de droits de douane ou une guerre commerciale ne sert les intérêts d'aucune partie», a averti le ministère des Affaires étrangères. Le Japon a dit «regretter» la décision américaine.

EST-CE LA FIN DU FEUILLETON?

Non, car plusieurs autres enquêtes restent en cours. Les Etats-Unis se penchent notamment sur une éventuelle



«surcapacité industrielle» des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Déjà visées par la

procédure sur le travail forcé, la Suisse et l'UE le sont également par celle sur les surcapa-

cités. Les milieux économiques craignent que la Suisse soit là aussi épinglée et taxée.



Suite à l'annonce des nouvelles surtaxes de 12,5% sur les biens suisses, les milieux économiques et politiques suisses oscillent entre circonspection, soulagement, craintes et vives critiques. KEYSTONE/ALESSANDRO DELLA VALLE